

Service risques et installations classées (SRIC)  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 15 mai 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SCUC CHAUFFERIE CT1**

14 rue Robert Delaunay  
94000 Créteil

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/YBC/n°143GR  
Code AIOT : 0006506496

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans l'établissement SCUC CHAUFFERIE CT1 implanté 14 RUE ROBERT DELAUNAY 94000 Créteil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite de la SCUC CT1 du 12 mars 2024 a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Elle a également donné lieu à un contrôle d'un équipement sous pression.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCUC CHAUFFERIE CT1
- 14 RUE ROBERT DELAUNAY 94000 Créteil
- Code AIOT : 0006506496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est classé administrativement sous la rubrique suivante de la nomenclature :

Rubrique	Libellé	Paramètres	Régime
2910-A-1	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du	La puissance cumulée est de 49,47MW • Chaudière CH1: 10,87 MW mixte, • Chaudière CH2 : 15 MW gaz, • Chaudière CH3: 8,6 MW mixte, • Chaudière CH4: 15 MW mixte.	E

Rubrique	Libellé	Paramètres	Régime
	charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)		

L'installation a été autorisée par arrêté préfectoral n°99/116 du 14 janvier 1999. Le dernier arrêté préfectoral n°2010/4932 du 26 avril 2010, imposant des prescriptions complémentaires à l'exploitant, annule et remplace l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008/2575 du 24 juin 2008. De plus, il abroge et remplace, les prescriptions des conditions 1-8, 2-6, 2-11, 6-3, 7-2, 7-9, 7-10, 7-11, 7-12, 7-15, 7-16, 7-29, 7-30, 7-31, 7-32 et 8-1, de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°99/116 susvisé.

Suite à l'examen du dossier « IED », l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020/3772 a été signé le 14 décembre 2020.

Par courrier du 1<sup>er</sup> décembre 2022, la SCUC a transmis un dossier de porter à connaissance relatif à l'arrêt de plusieurs installations, classant le site à enregistrement sous la rubrique 2910. Ce dossier est en cours d'instruction. L'installation est donc encadrée par l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910. L'inspection a été faite sur la base des prescriptions de cet arrêté ministériel.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative, Respect des conditions de déclaration	Code de l'environnement du 25/03/2024, article R512-47	Demande d'action corrective	1 mois
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 V	Demande d'action corrective	6 mois
3	Assurance qualité mesure en continu.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83	Demande d'action corrective	2 mois
7	Risques foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, AM du 03/08/2018, article 25	Demande d'action corrective	2 mois
9	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24	Demande d'action corrective	2 mois
10	Équipement sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 14	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Procédures	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35	Sans objet
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	Sans objet
6	Appareils d'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21-3	Sans objet
8	Rétention	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29-I-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de sa visite, l'inspection a relevé 6 non-conformités:

#### NC n°1 :

L'inspection a constaté la présence d'une zone de regroupement de déchets classée sous la rubrique 2718-2 à déclaration avec contrôle.

#### NC n°2 :

L'exploitant n'a pas mis en place de mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.

#### NC n°3 :

1. Les procédures QAL 2 ou AST n'ont pas été réalisées pour la chaudière n°4 ces trois dernières années.
2. Le rapport QAL 2 du 26/02/2024 indique que les fonctions d'étalonnages déterminées ne permettent pas une correction fiable pour l'ensemble des paramètres dus à une entrée d'air sur la ligne de prélèvement de la Chaudière 1.

#### NC n°4 :

L'exploitant n'a jamais fait réaliser, par un organisme compétent, de vérification visuelle annuelle des dispositifs contre la foudre.

#### NC n°5 :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques du 28/12/2023, qui relève 13 observations.

#### NC n°6 :

L'exploitant n'a jamais fait réaliser d'inspection et de requalification de la cuve tampon d'air comprimé.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative, Respect des conditions de déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/03/2024, article R512-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative, Respect des conditions de déclaration

**Prescription contrôlée :**

I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.

II. - Les informations à fournir par le déclarant sont :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant ;

2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;

3° La nature et le volume des activités que le déclarant se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ;

4° Si l'installation figure sur les listes mentionnées au III de l'article L. 414-4, une évaluation des incidences Natura 2000 ;

5° Le cas échéant, la mention des demandes d'autorisation ou des déclarations déjà déposées pour l'installation au titre d'une autre législation, avec la date de dépôt et la mention de l'autorité compétente, ou des demandes d'autorisation ou déclarations que le déclarant envisage de déposer pour cette même installation avec la mention de l'autorité compétente.

III. - Le déclarant produit :

- un plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ;

- un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et, au besoin, de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés. L'échelle peut être réduite au 1/1 000 pour rendre visibles les éléments mentionnés ci-dessus.

IV. - Le mode et les conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduelles et des émanations de toute nature ainsi que de gestion des déchets de l'exploitation sont précisés. La déclaration mentionne, en outre, les dispositions prévues en cas de sinistre.

V. - Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration et les conditions dans lesquelles cette déclaration et les documents mentionnés au présent article sont transmis par voie électronique.

**Constats :**

Lors de la visite de la chaufferie CT1, l'inspection a constaté que ce site regroupe et fait transiter les déchets des autres chaufferies SCUC avant leur évacuation.

Cette zone de déchets comporte:

- des palettes en bois et autres déchets non dangereux dans un volume susceptible d'être présent inférieur à 100 m<sup>3</sup>
- des déchets dangereux comme des matériaux souillés dans des bacs, des bidons vides.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que de manière assez rare cette zone peut recevoir d'autres types de déchets dangereux comme des pots de peinture inutilisables.

Cette zone de transit de déchets est donc classée 2718-2 selon la nomenclature ICPE à déclarations avec contrôles.

L'exploitant doit procéder à une déclaration auprès de la préfecture du Val-de-Marne via le site internet "service-public.fr".

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.  En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.  Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none"><li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li><li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li><li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li></ul> Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas mis en place de mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées, afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.  Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé conformément au guide D9A de juin 2020 et à l'article 29 V de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Assurance qualité mesure en continu.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance qualité mesure en continu.

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Les appareils de mesure en continu « sont exploités en appliquant les dispositions des » normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. « Les exploitants appliquent en particulier » les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>« Les performances des appareils de mesure sont évaluées selon la procédure QAL 1 et les appareils sont choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL 2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlées périodiquement par les procédures QAL 3 et AST. »</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation « selon la procédure QAL1 » n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'application de la procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• QAL 2 pour les chaudières (CH) n°2, 3 et 4 du 29/01/2021 ;</li> <li>• AST pour la chaudière n°2 du 15/06/2023 ;</li> <li>• QAL 2 pour les chaudières n°1 et 3 en date du 26/02/2024.</li> </ul> <p>Les procédures QAL 2 ou AST n'ont pas été réalisées pour la chaudière n°4 ces trois dernières années.</p> <p>Une procédure AST doit être réalisée pour la chaudière 4 au moment du redémarrage de la chaudière.</p> <p>Le rapport du 26/02/2024 indique que les fonctions d'étalonnages déterminées ne permettent pas une correction fiable pour l'ensemble des paramètres dus à une entrée d'air sur la ligne de prélèvement de la Chaudière 1.</p> <p>L'exploitant doit refaire un QAL2 pour cette chaudière après avoir fait les réparations nécessaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Procédures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité.</p>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Localisation des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15

**Thème(s) :** Autre, Localisation des risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

**Constats :**

L'exploitant a recensé, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant a signalé la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Appareils d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21-3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Appareils d'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  
3-D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un poteau incendie situé à moins de 100 m de la limite du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Risques foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 ; AM du 03/08/2018, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 25 de l'AM du 03/08/2018  L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 « relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.  ----- Article 21 de l'AM du 04/10/2010  L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de vérification complète des dispositifs contre la foudre réalisée par le Bureau Veritas le 31/03/2022. Ce rapport n'appelle pas de commentaire de l'inspection. Cependant, l'exploitant n'a jamais fait réaliser, par un organisme compétent, de vérification visuelle annuelle des dispositifs contre la foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29-I-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs

<p>suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p>Les capacités intermédiaires de combustibles liquides alimentant les appareils de combustion sont munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement. Elles sont associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions du présent article. Leur capacité est limitée au besoin de l'exploitation.</p> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides, y compris en cas d'incendie. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détection de fuite par exemple).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont associés à une capacité de rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques du 28/12/2023.</p> <p>Le rapport relève 13 observations dont certaines ont été constatées depuis plusieurs années. L'exploitant doit transmettre à l'inspection un plan d'action avec un échéancier afin de lever ces observations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

<b>Proposition de délais : 2 mois</b>
---------------------------------------

**N° 10 : Équipement sous pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 14
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Equipement sous pression
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

I. - Lorsque l'équipement ne fait pas l'objet d'un plan d'inspection tel que prévu au chapitre I, son suivi en service comporte les inspections périodiques et les requalifications périodiques définies au présent chapitre, sans préjudice des dispositions particulières figurant en annexe 1.II. - Sont soumis aux requalifications périodiques les récipients et les générateurs de vapeur mentionnés à l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement ainsi que les tuyauteries soumises à déclaration et contrôle de mise en service au titre de l'article 7.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un compresseur avec une cuve tampon d'air comprimé. L'air comprimé permet de réguler la température des tuyauteries en actionnant un système de vannes. L'exploitant n'a jamais fait réaliser d'inspection et de requalification de la cuve tampon d'air comprimé.
---

Conformément aux articles 15 et 18 de l'AM du 20/11/2017, la périodicité est de 4 ans pour les inspections et de 10 ans pour les requalifications.
--

L'exploitant compte faire remplacer cet équipement sous pression(ESP). Il a transmis à l'inspection un bon de commande datant du 15 mars 2024. L'exploitant devra mettre en service et suivre cet ESP conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017.
--

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 4 mois
---------------------------------------